

**MAIRIE**  
**de DAMPRICHARD****DECLARATION PREALABLE**  
**DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 23/11/2024 et complétée le 08/03/2025

N° DP 025 193 24 R0030

|                        |  |
|------------------------|--|
| Par :                  | <b>SARL 1627</b><br><b>Représentée par Madame FEUVRIER</b><br><b>Laura</b>         |
| Demeurant à :          | <b>1 LES LAVAUX</b><br><b>25140 FOURNET BLANCHEROCHE</b>                           |
| Sur un terrain sis à : | <b>23 RUE DU MARECHAL LECLERC</b><br><b>25450 DAMPRICHARD</b><br><b>193 AE 239</b> |
| Nature des Travaux :   | création d'un logement et remplacement de<br>fenêtres de toit                      |

Surface de  
plancher: 0 m<sup>2</sup>**Le Maire de DAMPRICHARD**

VU la déclaration préalable présentée le 23 novembre 2024 par la SARL 1627, représentée par Madame FEUVRIER Laura, affichée en mairie le 25 novembre 2024,

VU l'objet de la déclaration :

- pour la création d'un logement et le remplacement de fenêtres de toit,
- sur un terrain SITUÉ 23 RUE DU MARECHAL LECLERC, à DAMPRICHARD,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de DAMPRICHARD approuvé par délibération municipale du 5 février 2018, complété par la délibération 19 avril 2018, modifié suivant une procédure simplifiée du 9 décembre 2019, opposable depuis le 13 décembre 2019 et modifié suivant une seconde procédure simplifiée du 14 mars 2024, opposable le 19 mars 2024,

VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de Maïche (CCPM) / service eau potable en date du 29 novembre 2024,

VU l'avis de la Communauté de Communes du Pays de Maïche (CCPM) / service assainissement en date du 29 novembre 2024,

VU les pièces complémentaires en date du 8 mars 2025,

**ARRETE**

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la présente déclaration préalable.

**DAMPRICHARD, le 13 mars 2025****Le Maire,****Anthony MERIQUE**

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.